

CLAUDIUS PETIT

Député sortant.
Maire de Firminy.
Conseiller Général.
Ancien Ministre.
Officier de la Légion d'Honneur.
Compagnon de la Libération.
Croix de Guerre.

Remplaçant éventuel :

LOUIS BERGER

Maire de Roche-la-Molière.
Chevalier de la Légion d'Honneur.

Vu, les candidats :

CLAUDIUS PETIT
LOUIS BERGER

Imp. GUYOT - Firminy

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE - DÉPARTEMENT DE LA LOIRE - 4e CIRCONSCRIPTION

ELECTIONS LÉGISLATIVES DU 23 JUIN 1968

Chers Electeurs,

Nous avons trop craint le pire pour oublier jamais les évènements de Mai qui ont installé le Pays, Paris surtout et quelques grandes villes, dans un climat de guerre civile.

Ainsi, nous avons vu à quoi aboutit une majorité inconditionnelle : l'affrontement dans la rue.

Le Gouvernement, prétendument fort, disposant comme personne n'en eût jamais, de tous les pouvoirs, a laissé pourrir la situation par faiblesse ou par calcul. Cette carence a été condamnée par tous, même par certains hommes de la majorité.

Le refus permanent du dialogue dans le cadre des institutions démocratiques ne laissait aux justes revendications qu'un moyen de s'exprimer : la rue.

Le calme, il convient de le souligner, dans lequel s'est exprimée dans notre Région la voix des travailleurs, des usines, des bureaux et des champs ne peut faire oublier l'importance nationale des évènements et leur gravité.

Surpris par ces évènements l'appareil du Parti Communiste s'est ressaisi et il a tenté de transformer le mouvement revendicatif en manifestation politique, avec l'appui des formations dites "de gauche" qu'il entraîne dans son sillage.

L'objectif avoué était de transformer la République Française en Démocratie Populaire. **Mais les ouvriers n'ont pas marché.**

La France n'aurait-elle donc rien d'autre à choisir que le pouvoir solitaire ou le pouvoir dominé par l'organisation communiste ?

Il existe cependant dans le Pays une très large majorité d'hommes et de femmes qui veulent réaliser les réformes dans la Paix sociale. Ces hommes, ces femmes veulent le changement mais refusent l'aventure et le désordre. Ils refusent la division en deux blocs antagonistes dont l'affrontement conduira à la guerre civile.

Et maintenant ? Maintenant, il faut arrêter la violence, ramener le calme dans le pays, dans l'université, dans les usines par le dialogue et la reconnaissance de ce qui est juste et respectable dans le désir de réformes exprimé par les travailleurs, citadins et ruraux et les étudiants ; il faut, dans la paix civile, assurer la sécurité de l'emploi par une croissance économique suffisante et par la promotion d'une société nouvelle au sein de laquelle travailleurs et employés, étudiants et agriculteurs, jeunes et personnes agées, artisans et commerçants trouveront leur vraie place.

Pour cela, il faut faire l'Europe unie, notre dernière chance de Prospérité et de Paix.

Il faut faire une République jeune, progressiste et humaine, celle que vous proposent le CENTRE DE PROGRÈS ET DE DÉMOCRATIE MODERNE et son candidat CLAUDIUS PETIT.